



ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Acheteur

Agence de l'eau Seine-Normandie

Adresse : 12 rue de l'Industrie 92400 COURBEVOIE

Téléphone : +330141201600

Représentant de l'acheteur

Madame la Directrice générale

Groupement de commandes

- Le coordonnateur du groupement de commandes est : Agence de l'eau Seine-Normandie
- Les membres du groupement de commandes sont les suivants :
 - Agence de l'eau Adour-Garonne, Agence de l'eau Artois-Picardie, Agence de l'eau Loire-Bretagne, Agence de l'eau Rhin-Meuse, Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Agence de l'eau Seine-Normandie
- Référence à la convention constitutive du groupement de commandes :
Achat dans le cadre de la convention constitutive de groupement de commandes relative à la fourniture de services informatiques dans le cadre du projet MUSE et de la mise en œuvre de la DSIUN mutualisée, en date du 22 janvier 2020, complétée par avenant.
- Rôle du coordonnateur du groupement de commandes :
Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de signer l'accord-cadre, le notifier et de l'exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Procédure de passation

Le marché est passé suivant procédure avec négociation en application de l'article R. 2124-3 4° et des articles R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique, pour les motifs figurant dans le règlement de la consultation.

Objet de l'accord-cadre

Tierce Maintenance d'Exploitation et de Services des agences de l'eau

Sommaire

ARTICLE I. STATUT DU DOCUMENT	5
ARTICLE II. NEGOCIABILITE	5
ARTICLE III. STRUCTURE DU CCAP	5
ARTICLE IV. CLAUSES INDISPENSABLES DU CCAP	6
SECTION 4.01 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
SECTION 4.02 POUVOIR ADJUDICATEUR, COORDINATEUR DU GROUPEMENT	6
(a) Représentant de l'acheteur	6
(b) Groupement de commandes	6
(c) Référence à la convention constitutive du groupement de commandes :	6
SECTION 4.03 REPRESENTATIONS	7
(a) Représentation du pouvoir adjudicateur	7
(b) Désignation des interlocuteurs et obligation d'information	7
(c) Propriété intellectuelle : tiers désignés pour l'utilisation des résultats	7
SECTION 4.04 FORME DU MARCHÉ	7
SECTION 4.05 DOCUMENTS GENERAUX APPLICABLES	7
(a) CCAG	7
(b) Application du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité	7
(c) Normes	7
SECTION 4.06 PERIMETRE ET EXCLUSIONS	8
SECTION 4.07 ALLOTISSEMENT	8
SECTION 4.08 MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM DE L'ACCORD CADRE	8
SECTION 4.09 DUREE	8
(a) Reconduction tacite de l'accord-cadre	8
(b) Modalités de non-reconduction de l'accord cadre	8
SECTION 4.10 PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS	9
SECTION 4.11 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	9
(a) Contenu et conditions d'exécution des prestations	9
(b) Lieux de livraison des prestations	9
SECTION 4.12 LIVRABLES	9
SECTION 4.13 MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE	9
ARTICLE V. CLAUSES COMPLETIVES / MODIFICATIVES	10
SECTION 5.01 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	10
SECTION 5.02 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	10
SECTION 5.03 CONFORMITE DES PROFILS A L'OFFRE TECHNIQUE	11
(a) Remplacement des intervenants et validation par l'acheteur	11
(b) Interdiction d'impact financier	11
SECTION 5.04 FONCTIONNEMENT DES UO	11
(a) Pour les uo	11
(b) Pour chaque marché subséquent :	11
SECTION 5.05 BONS DE COMMANDES	11
(a) contenu	11
(b) Modalités de notification des bons de commande	12
(c) Délais d'exécution des bons de commandes	12

SECTION 5.06	MARCHES SUBSEQUENTS.....	12
(a)	<i>Principe de recours aux marchés subséquents.....</i>	12
(b)	<i>Champ d'application</i>	12
(c)	<i>Modalités de passation</i>	12
(d)	<i>Modalités.....</i>	13
(e)	<i>Forme</i>	13
(f)	<i>Modalités de remise de l'offre :.....</i>	13
(g)	<i>Plafonnement des prix pour les marchés subséquents</i>	13
(h)	<i>Négociation éventuelle :.....</i>	13
(i)	<i>Notification des marchés subséquents :</i>	13
(j)	<i>Confidentialité et mesures de sécurité.....</i>	14
(k)	<i>Délais et modalités d'exécution</i>	14
SECTION 5.07	DEMANDES DE PAIEMENT.....	14
(a)	<i>Contenu</i>	14
(b)	<i>Transmission des demandes de paiement</i>	15
SECTION 5.08	EXECUTION APRES LA FIN DU MARCHE	16
(a)	<i>Prolongation des commandes.....</i>	16
(b)	<i>Commande anticipée pour continuité de service</i>	16
SECTION 5.09	OBLIGATIONS GENERALES : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS	16
SECTION 5.10	EXTENSION AUX SOUS-TRAITANTS	16
SECTION 5.11	ASSURANCES.....	17
SECTION 5.12	CONTENU DES PRIX.....	17
SECTION 5.13	RETENUE DE GARANTIE	17
SECTION 5.14	AVANCE	17
(a)	<i>Taux d'avance.....</i>	17
(b)	<i>Modalités de règlement de l'avance</i>	17
(c)	<i>Modalités de résorption de l'avance</i>	17
SECTION 5.15	REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	18
SECTION 5.16	CLAUDE DE REEXAMEN : EXCLUSION DES HAUSSES DEJA INDEXEES ET MODALITES D'AVANCE SUR SURCOUTS	18
SECTION 5.17	OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	18
(a)	<i>Vérifications quantitatives</i>	18
(b)	<i>Vérifications qualitatives.....</i>	18
(c)	<i>Rejet</i>	18
SECTION 5.18	PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
(a)	<i>Utilisation des résultats.....</i>	19
(b)	<i>licence d'utilisation des connaissances antérieures</i>	19
(c)	<i>Encadrement des connaissances antérieures utilisées.....</i>	19
(d)	<i>Gratuité de la licence.....</i>	19
(e)	<i>Détail des usages autorisés</i>	19
SECTION 5.19	CLAUSES RELATIVES AU PLAN DE PROGRES	20
SECTION 5.20	MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	20
SECTION 5.21	RESILIATION	20
(a)	<i>Résiliation pour faute et exécution aux frais et risques</i>	20
(b)	<i>Résiliation pour motif d'intérêt général.....</i>	20
(c)	<i>Résiliation en cas de prix excessifs des marchés subséquents.</i>	20
(d)	<i>Résiliation pour non-respect RGPD</i>	21
SECTION 5.22	GARANTIES	21
(a)	<i>Garantie contre les tiers.....</i>	21
(b)	<i>Prolongation du délai de garantie.....</i>	21
SECTION 5.23	TRAITEMENT DES DONNEES.....	21

SECTION 5.24	DIFFERENDS	22
ARTICLE VI.	CLAUSES DEROGATOIRES AUX CLAUSES DU CCAG	23
SECTION 6.01	DELAI DE REMPLACEMENT DES INTERVENANTS PAR LE TITULAIRE	23
SECTION 6.02	VARIATION DU PRIX	23
SECTION 6.03	PENALITES	23
(a)	<i>Dispositions générales</i>	23
(b)	<i>Dispositif de Bonus-Malus</i>	24
(c)	<i>Pénalités liées aux indicateurs de pilotage mesurés spécifiquement et non pris en compte dans le calcul du Bonus-Malus</i>	25
(d)	<i>Plafonnement des pénalités de retard</i>	25
(e)	<i>Exonération des pénalités</i>	25
SECTION 6.04	AUTRES PENALITES	26
(a)	<i>Pénalités dans le cadre des marchés subséquents</i>	26
(b)	<i>Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité</i>	26
(c)	<i>Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal</i>	26
(d)	<i>Pénalités pour défaut de sécurité liée aux systèmes d'information</i>	26
(e)	<i>Pénalités pour non-conformité réglementaire</i>	26
SECTION 6.05	ADMISSION	26
SECTION 6.06	AJOURNEMENT	26

Article I. Statut du document

Ce document est un document provisoire pouvant permettre aux candidats à connaître l'étendue des demandes administratives avant de pouvoir déposer un acte de candidature.

Il sera communiqué en version offres aux seuls candidats admis à déposer une offre.

Article II. Négociabilité

Toutes les clauses du CCAP sont négociables à l'exception des sections :

- Section 4.01 Objet de l'accord-cadre
- Section 4.02 Pouvoir adjudicateur
- Représentations
- Section 4.04 Forme du marché
- Section 4.07 Allotissement
- Section 4.08 Montants minimum et maximum de l'accord cadre
- Section 5.01 Pièces contractuelles du marché

Article III. Structure du CCAP

Le présent article a pour objet d'analyser les clauses du CCAP au regard des stipulations du CCAG TIC, afin d'en préciser la nature, la portée et l'articulation avec le cadre contractuel de référence.

À ce titre, les clauses sont réparties en 4 catégories pour en faciliter la lecture et l'articulation avec le CCAG :

- clauses indispensables du CCAP et /ou spécifiques non prévues par le CCAG TIC (Article 4)
- clauses complétant celles du CCAG TIC (Article 5),
- clauses dérogatoires au CCAG TIC (Article 6)

Article IV. Clauses indispensables du CCAP

Ces clauses regroupent les stipulations introduites par le CCAP qui ne trouvent pas d'équivalent dans le CCAG, répondent à des besoins propres au marché et viennent encadrer des aspects non couverts par le cadre contractuel général.

Ces clauses présentent généralement un caractère structurant et peuvent être indispensables à la bonne exécution des prestations.

Section 4.01 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet les prestations de tierce maintenance de services (centre d'assistance et support de proximité) et de tierce maintenance d'exploitation (supervision, administration et exploitation des infrastructures des SI) :

- Support et assistance aux utilisateurs des 6 agences ;
- Maintien en conditions opérationnelles (MCO) des SI des 6 agences et de l'infrastructure du Datacentre commun aux 6 agences.

Section 4.02 Pouvoir adjudicateur, coordinateur du groupement

Agence de l'eau Seine-Normandie, représentée par sa Directrice générale

Adresse : 12 rue de l'Industrie 92400 COURBEVOIE

Téléphone : +33 141201600

SIRET : 187 500 095 00166

Agit en tant que coordonnateur du groupement de commandes formé des 6 agences de l'eau.

(a) Représentant de l'acheteur

Madame la Directrice générale

(b) Groupement de commandes

Le coordonnateur du groupement de commandes est chargé de signer l'accord-cadre, de le notifier et de l'exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Le périmètre du marché sur sa durée concerne les 6 agences de l'eau.

Les membres du groupement de commandes sont les suivants :

- Agence de l'eau Adour-Garonne,
- Agence de l'eau Artois-Picardie,
- Agence de l'eau Loire-Bretagne,
- Agence de l'eau Rhin-Meuse,
- Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse,
- Agence de l'eau Seine-Normandie.

(c) Référence à la convention constitutive du groupement de commandes :

Achat dans le cadre de la convention constitutive de groupement de commandes relative à la fourniture de services informatiques dans le cadre du projet MUSE et de la mise en œuvre de la DSIUN mutualisée, en date du 22 janvier 2020, complétée par avenant.

Section 4.03 Représentations

(a) Représentation du pouvoir adjudicateur

Le nom et les coordonnées des référents agence et des intervenants DSIUN seront communiqués au titulaire à la phase d'initialisation du marché.

(b) Désignation des interlocuteurs et obligation d'information

Le titulaire désigne à la notification du marché un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Les intervenants en charge de l'exécution sont désignés suivant les conditions précisées dans les conditions fixées au CCTP. Tout remplacement d'intervenant doit se faire dans les conditions prévues aux exigences techniques minimales indiquées au point 10.1 du CCTP.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

(c) Propriété intellectuelle : tiers désignés pour l'utilisation des résultats

Les personnes bénéficiant des mêmes droits et des mêmes obligations que le pouvoir adjudicateur pour l'utilisation des résultats sont les suivantes : l'ensemble des agences de l'eau membres du groupement de commande.

Section 4.04 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire mixte exécuté au moyen de la passation de bons de commande et de marchés subséquents en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Section 4.05 Documents généraux applicables

(a) CCAG

Le présent CCAP se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC), objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG TIC). Les articles de ce CCAG qui ne sont pas modifiés par le présent CCAP s'appliquent de plein droit. Le document est disponible au lien ci-après :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689>

(b) Application du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité

Conformément à l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, l'accord-cadre fait application des dispositions du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC).

Le CCSC a pour vocation d'assurer un cadre de sécurisation des systèmes d'information et des données associées.

(c) Normes

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes françaises obligatoires ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

La référence aux éventuelles normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Section 4.06 Périmètre et exclusions

Le périmètre du marché sur sa durée concerne les 6 agences de l'eau.

Sont exclues du périmètre des prestations, celles menées par les ressources internes à chaque agence ainsi que celles liées aux projets de transformation des systèmes d'information des agences de l'eau.

De même, l'acheteur se réserve le droit de commander des prestations objet du marché ou de conclure des marchés subséquents dans une limite totale de 10% du montant maximal de l'accord cadre indiqué à la section 4.08 ci-après à des opérateurs extérieurs à l'accord cadre, notamment dans le cas où le titulaire ne serait pas en capacité de répondre à la commande ou dans le cas où sa proposition de réponse à un marché subséquent serait inacceptable, irrégulière ou inappropriée, sans que cela entraîne pour autant la résiliation de l'accord cadre.

Section 4.07 Allotissement

Le marché n'est pas alloti, les prestations de TME et TMS étant souvent étroitement imbriquées, il n'est pas possible pour le Pouvoir adjudicateur de déterminer à chaque opération quelle prestation doit être mobilisée sans faire une partie de la prestation.

Il n'est pas alloti géographiquement car les outils sont communs, et il n'est pas alloti par technologie car les outils interagissent entre eux.

Section 4.08 Montants minimum et maximum de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu sans minimum et pour un montant maximum de 25 000 000 d'euros HT sur l'ensemble de la durée du marché.

Section 4.09 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de **deux années** à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement au plus trois fois par période de 1 an, sauf renonciation de l'agence dans les conditions précisées au CCAP, sans que la durée totale ne puisse excéder 5 ans.

(a) Reconduction tacite de l'accord-cadre

Le titulaire ne peut refuser la reconduction tacite.

(b) Modalités de non-reconduction de l'accord cadre

En cas de non-reconduction, l'agence notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins deux (2) mois avant sa date anniversaire de notification.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et par l'exécution des commandes en cours même si leur durée excède la durée de validité de l'accord cadre.

En cas de décision de non-reconduction de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au titulaire.

Section 4.10 Prévention des conflits d'intérêts

Le titulaire s'engage, durant l'exécution du marché, à se conformer à la législation française applicable en matière de lutte contre les conflits d'intérêts, la corruption, la fraude et les ententes collusoires. Cet engagement comprend l'obligation de se conformer à la législation applicable visant à incriminer les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêts, de détournement de fonds publics et de favoritisme, telle que notamment la loi française n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite Loi Sapin II).

Le titulaire a pris un certain nombre de mesures préventives destinées à respecter la législation applicable, notamment des contrôles relatifs à l'interdiction des comportements répréhensibles, une cartographie des risques, un dispositif de formation destiné aux cadres et aux personnels les plus exposés aux risques et une procédure d'évaluation des tiers, un dispositif d'alerte et d'audit, conformément aux exigences de la législation applicable.

Le titulaire s'engage à maintenir ce dispositif pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à traiter toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêt au sens de l'article L.2141-10 du code de la commande publique.

Section 4.11 Modalités d'exécution des prestations attendues

(a) Contenu et conditions d'exécution des prestations

Le contenu des prestations attendues dans le cadre du présent marché est précisé au CCTP.

Les prestations sont commandées ou font l'objet de marchés subséquents, au fur et à mesure de la survenance des besoins, dans les conditions précisées au présent CCAP. Elles seront réalisées dans les conditions et les délais soit définis par le CCTP soit par le bon de commande ou le cas échéant, par le marché subséquent.

(b) Lieux de livraison des prestations

Les livraisons sont effectuées soit de manière dématérialisée sur les plateformes mise à disposition par la DSIUN soit sur sites. Les réunions ont lieu soit en distanciel soit sur site, dans les conditions prévues au CCTP.

Section 4.12 Livrables

Les livrables prévus au CCTP sont rédigés en Français et sont livrés au format Word, Pdf ou équivalent. S'il s'agit d'apporter des modifications à une documentation existante, le titulaire fournit une nouvelle version numérotée et datée.

Section 4.13 Modifications de l'accord cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs (avenants) dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique. Ces cas peuvent être issus des clauses de réexamen prévu au présent CCAP mais également des actions issues du plan de progrès prévu.

Un ou des avenants au présent marché pourront être conclu(s) dans le cadre de l'article 2194-2 et dans la limite de l'article R2194-3 du Code de la commande publique.

Article V. Clauses complétives / modificatives

Ces clauses correspondent aux stipulations qui s'inscrivent dans le prolongement des dispositions du CCAG en en précisant les modalités d'application. Elles ne modifient pas l'aspect général du CCAG mais en détaillent certaines conditions, notamment en fixant des délais, des procédures ou des modalités d'exécution adaptées au marché.

Certaines regroupent les stipulations qui, sans être prévues par le CCAG TIC, viennent utilement préciser ou encadrer certaines modalités d'exécution du marché. Elles n'ont pas un caractère indispensable mais contribuent à améliorer la lisibilité, la sécurité juridique ou les conditions pratiques de mise en œuvre des prestations.

Section 5.01 Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante les suivantes :

1. L'acte d'engagement de l'accord cadre et son annexe financière le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) dûment complétés et signés par le titulaire,
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dans sa version définitive, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi,
3. Les éléments négociés formalisés modifiant les exigences de l'acheteur s'ils ne sont pas repris dans le CCTP.
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans sa version définitive et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi,
5. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG TIC)
6. Le cadre de réponse technique (CRT) valant mémoire technique du titulaire,
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent marché.
8. Les autres pièces du fournisseur

Bien que non jointe la pièce n° 5 est réputée connue du titulaire.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCAP, CCTP, du CCAG-TIC ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

Section 5.02 Formes des notifications et informations

En application de l'article 3.1 du CCAG TIC, la notification des bons de commande, marchés subséquents, décisions, observations, ou informations qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire ou du mandataire du groupement tel que précisé dans l'acte d'engagement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur.

Lorsque la notification est effectuée par tout autre moyen, le titulaire est tenu d'accuser réception du document reçu dans un délai maximal de huit jours calendaires suivant la date d'envoi. Passé ce délai, la réception est prononcée d'office.

Section 5.03 Conformité des profils à l'offre technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son mémoire technique.

(a) Remplacement des intervenants et validation par l'acheteur

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants, dans les conditions prévues aux exigences minimales du CCTP (point 10.1).

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus est motivé.

(b) Interdiction d'impact financier

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Section 5.04 Fonctionnement des Uo

(a) Pour les uo

Toutes les unités d'œuvre sont déclenchées par bons de commande y compris celles qui présentent un caractère forfaitaire. Qu'il s'agisse d'acomptes et soldes ou de règlements partiels définitifs, les sommes donnent lieu à des factures de fréquence mensuelle, établies sur la base des contrôles et validations opérées par le Copil (cf point 6.3 du CCTP).

(b) Pour chaque marché subséquent :

Les modalités de déclenchement des Marchés subséquents et les Conditions pour payer sont déterminées dans chaque marché subséquent.

Section 5.05 Bons de commandes

(a) contenu

Chaque bon de commande précise :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre

S'il y a lieu :

- Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
- Les conditions particulières d'exécution
- Les conditions particulières de livraison, de vérification et d'admission
- Les délais de livraison
- Le lieu de livraison
- Les documents à fournir à la livraison

(b) Modalités de notification des bons de commande

Chaque bon de commande est notifié au prestataire par l'agence émettrice, en coordination avec le service administratif de la DSIUN qui pilote le suivi de l'accord cadre (SAMQ). Les bons sont notifiés dans les conditions à la Section 5.02 ci-dessus.

(c) Délais d'exécution des bons de commandes

Les différents délais d'exécution sont fixés soit au CCTP soit dans les bons de commande.

Section 5.06 Marchés subséquents

(a) Principe de recours aux marchés subséquents

Le présent accord-cadre est exécuté principalement au moyen des unités d'œuvre définies dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF), permettant de couvrir les prestations récurrentes et standardisées.

Toutefois, lorsque les unités d'œuvre ne permettent pas de répondre de manière adaptée, complète ou suffisamment précise à un besoin spécifique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la conclusion de marchés subséquents.

Ces marchés subséquents ont vocation à couvrir des prestations ponctuelles, complexes, évolutives ou non prévues initialement, nécessitant une définition plus fine des conditions techniques, organisationnelles et financières d'exécution.

Le recours aux marchés subséquents demeure complémentaire à l'utilisation des unités d'œuvre et ne peut avoir pour effet de contourner les prestations prévues au BPU lorsque celles-ci sont adaptées au besoin exprimé.

Chaque marché subséquent est formalisé par un document contractuel précisant l'ensemble des éléments nécessaires à son exécution, notamment la description des prestations, le périmètre d'intervention, les livrables attendus, le calendrier prévisionnel et les modalités de rémunération.

(b) Champ d'application

Les marchés subséquents peuvent être conclus pour répondre à des besoins spécifiques ne pouvant être satisfaits par les unités d'œuvre définies au bordereau des prix unitaires et forfaitaires. Ils concernent notamment des prestations complexes, des projets ponctuels, des évolutions significatives du système d'information, des besoins nécessitant une expertise particulière ou des prestations dont les caractéristiques techniques, organisationnelles ou financières ne peuvent être définies de manière suffisamment précise dans le cadre des unités d'œuvre ou bien encore des actions issues du plan de progrès.

Le recours aux marchés subséquents est justifié dès lors que les prestations attendues ne relèvent pas des prestations standardisées ou récurrentes prévues au présent accord-cadre.

(c) Modalités de passation

Les marchés subséquents sont conclus avec le titulaire de l'accord-cadre, sans remise en concurrence préalable. Ils font l'objet d'une négociation entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, portant notamment sur la définition du besoin, les modalités techniques d'exécution, les délais de réalisation et les conditions financières.

(d) Modalités

À la survenance d'un besoin entrant dans le cadre de l'objet du marché, mais non prévu dans les bons de commandes, le titulaire pourra être invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai fixé dans la lettre de consultation, le minimum étant de 10 jours ouvrés à compter de la réception de la demande afin d'établir ce marché subséquent.

Pendant le délai imparti pour le dépôt de l'offre, le titulaire du présent accord-cadre pourra demander, en temps utile, à l'acheteur les renseignements nécessaires à l'établissement de son offre.

La lettre de consultation précisera les modalités, dates limites et délais pour l'obtention de ces renseignements complémentaires.

La transmission du dossier de consultation pour les marchés subséquents se fera par voie électronique via la plateforme de dématérialisation « PLACE » : <https://marches-publics.gouv.fr>.

(e) Forme

Chaque marché subséquent prendra la forme d'un simple acte d'engagement valant cahier des charges (AECC), décrivant le besoin et comportant, le cas échéant, des clauses spécifiques (telles que pénalités, modalités de règlement particulières, etc.). En retour le titulaire adressera l'AE complété et accompagné de sa réponse technique et financière.

(f) Modalités de remise de l'offre :

La remise de l'offre pour les marchés subséquents se fera par voie électronique via la plateforme de dématérialisation PLACE : <https://marches-publics.gouv.fr>. Les offres doivent être remises à l'agence de l'eau dans le respect de ces délais.

(g) Plafonnement des prix pour les marchés subséquents

Le titulaire présente, pour les marchés subséquents, des offres de prix forfaitaires calculées lorsque cela est possible, à partir de prix unitaires ou forfaitaires inférieurs ou égaux à ceux du bordereau des prix (BPUF) de l'accord-cadre. Il peut éventuellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales pour un marché subséquent. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base des prix plafond du BP de l'accord-cadre.

(h) Négociation éventuelle :

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation avec le titulaire pour optimiser l'adéquation de son offre au besoin d'évolution. Dans le cadre des marchés subséquents, l'ensemble des éléments de l'offre peut faire l'objet de négociations. Cette éventuelle négociation écrite se fera par voie électronique via la plateforme de dématérialisation PLACE : <https://marches-publics.gouv.fr>. Le délai de réponse du candidat est fixé à cinq (5) jours, sauf accord particulier.

La négociation ne peut avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques essentielles de l'accord-cadre ni de remettre en cause son économie générale.

(i) Notification des marchés subséquents :

Dès lors que l'offre reçue sera jugée acceptable et répondra au besoin, l'agence procédera à la signature de l'acte d'engagement puis à sa notification dans les conditions précisées ci-dessus. Si nécessaire une demande d'éclaircissement pourra être demandée au titulaire afin de s'assurer de la bonne compréhension de l'offre.

Les marchés subséquents seront signés électroniquement par le titulaire et l'agence. La notification aura lieu via la plateforme de dématérialisation PLACE : <https://marchespublics.gouv.fr>.

(j) Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire est tenu à une obligation stricte de confidentialité concernant l'ensemble des informations, données, documents et éléments portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents, quels qu'en soient la nature, le support ou le mode de transmission. Cette obligation s'applique pendant toute la durée du marché et perdure après son expiration, pour une durée de cinq (5) ans.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des systèmes d'information et des données traitées. Il veille notamment à la gestion des accès, à la protection contre les intrusions, à la traçabilité des actions réalisées et au respect des politiques de sécurité du pouvoir adjudicateur. En cas d'incident de sécurité, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur et met en œuvre, à ses frais, toutes les mesures correctives nécessaires.

(k) Délais et modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les délais fixés au sein du marché subséquent. Ces délais tiennent compte de la nature et de la complexité des prestations demandées.

Les prestations sont réalisées conformément aux règles de l'art, aux normes en vigueur, ainsi qu'aux exigences techniques et organisationnelles définies par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à mobiliser les moyens humains et techniques adaptés pour garantir la bonne exécution des prestations. Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute difficulté susceptible d'affecter les délais ou la qualité des prestations et propose, le cas échéant, les mesures correctives appropriées.

Section 5.07 Demandes de paiement

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes, la demande de paiement est établie, conformément à l'article 11.3 du CCAG TIC, par le titulaire.

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.4 et 11.8 du CCAG TIC ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

(a) Contenu

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG TIC, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du présent accord cadre, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC

- le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des engagements juridiques (marché subséquent ou bons de commande).

- Solde du marché

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG TIC, par le titulaire à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - au solde du marché.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

(b) Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>. L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 18750009500166 ; le code service est **DSIMU**.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de soi :

Déposer ses factures sur le portail ;
Saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, comme par exemple, le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Section 5.08 Exécution après la fin du marché

(a) Prolongation des commandes

Les commandes en cours peuvent s'exécuter sur un délai de **6 mois** maximum suivant le terme du marché.

(b) Commande anticipée pour continuité de service

Pour des motifs exceptionnels (par exemple mise en place du renouvellement du marché), l'agence se réserve le droit de commander avant le terme du délai de validité du présent marché, des prestations pour couvrir la période nécessaire à ce relai. Dans ce cas, le prix de certaines unités d'œuvre peut être ramenés au prorata temporis de la durée à couvrir.

Section 5.09 Obligations générales : confidentialité, protection des données et prévention des conflits d'intérêts

Le titulaire est tenu à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel. En outre, il met en place toutes les mesures nécessaires à la prévention des situations de conflit d'intérêt (cf section 4.10 ci-dessus).

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité au plus équivalente à celle prévue à l'article 14.3 du CCAG TIC, par situation de conflit avérée.

Section 5.10 Extension aux sous-traitants

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Section 5.11 Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations. Le plafond de cette assurance ne saurait être inférieur à 1 million d'euros pour tout risque y compris ceux non consécutifs à un accident.

Section 5.12 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents aux frais de déplacements ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Section 5.13 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

Section 5.14 Avance

Il est précisé que sauf dispositions particulières, les modalités indiquées ci-dessous pour les bons de commande s'appliquent aux marchés subséquents.

(a) Taux d'avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article 11.1 du CCAG TIC, l'option retenue pour les avances est l'option B. Le taux de l'avance est fixé à 10%.

Dans le cas où elle n'est pas refusée par le titulaire, l'avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois (à l'exception des prestations payées terme à échoir) sera versée de la manière suivante. Si son délai d'exécution est inférieur ou égal à 12 mois, 10% du montant TTC de la commande. Si son délai d'exécution N exprimé en mois est supérieur à 12, 12/N de 10% du montant TTC de la commande.

(b) Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes, à sa date de notification.

(c) Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées par le titulaire dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du bon de commande selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65) /15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte ou de règlement partiel définitif, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

Section 5.15 Règlement en cas de groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement, quelle que soit la forme du groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Modalités de paiement en groupement solidaire : En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Dans le cas contraire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Répartition des paiements par le mandataire : Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

Section 5.16 Clause de réexamen : exclusion des hausses déjà indexées et modalités d'avance sur surcoûts

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix déjà prises en compte dans la formule de variation des prix du marché prévue à l'article de révision des prix.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans les mêmes conditions prévues ci-dessus.

Section 5.17 Opérations de vérifications

La livraison de chaque prestation sur bon de commandes ou sur marché subséquent fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

La livraison de chaque prestation sur bon de commandes ou sur marché subséquent est réalisée par le Copil dans les conditions précisées 6.2 du CCTP.

(a) Vérifications quantitatives

Chaque unité d'œuvre fait l'objet d'une vérification quantitative sur preuve fournie par le titulaire.

En l'absence de ces preuves, la vérification quantitative ne peut se faire ou fait l'objet d'une estimation contradictoire si elle est possible.

(b) Vérifications qualitatives

Les vérifications qualitatives se font dans le respect des stipulations de l'article 32 du CCAG TIC.

(c) Rejet

Si l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du bon de commande ou au marché subséquent et du CCTP et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononcera le rejet partiel ou total.

La décision de rejet est motivée. Elle ne pourra être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

En cas d'inexécution, le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues à la section 5.21 ci-dessous.

Section 5.18 Propriété intellectuelle

(a) Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 43.1 du CCAG TIC.

En vertu de l'article 46 du CCAG TIC, dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire cède à l'acheteur et au tiers désignés, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du présent accord-cadre.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés ci-après.

(b) licence d'utilisation des connaissances antérieures

Si le titulaire de l'accord-cadre incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire de l'accord-cadre concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans l'accord-cadre le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

(c) Encadrement des connaissances antérieures utilisées

Au cours de l'exécution, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

(d) Gratuité de la licence

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix de l'accord-cadre. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

(e) Détail des usages autorisés

Les besoins d'utilisation de l'acheteur et des tiers désignés comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ;
- ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;

- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Section 5.19 Clauses relatives au plan de progrès

Les dispositions relatives au plan de progrès sont exposées au point 2.2.2 du CCTP.

La mise en œuvre des différentes propositions retenues dans ce plan de progrès pourra faire l'objet de commandes d'unités d'œuvre « ponctuelles » ou aboutir à la conclusion de marchés subséquents suivant les conditions définies au présent CCAP.

Section 5.20 Marché de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 conformément aux stipulations du Code de la commande publique, et en particulier à la réponse ministérielle à la Question écrite n° 3543 Publication de la réponse au Journal Officiel du 20 février 2018, page 1435, l'agence se réserve la possibilité de passer un marché de prestations sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre du présent marché. Le marché de prestations similaires serait limité à 10% du montant maximum de l'accord cadre sur la durée totale probable.

Section 5.21 Résiliation

Les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG TIC sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

(a) Résiliation pour faute et exécution aux frais et risques

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG TIC.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.
Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

(b) Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant des UO commandées diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

(c) Résiliation en cas de prix excessifs des marchés subséquents.

En cas de refus de l'offre par l'agence, le titulaire devra reformuler une proposition conforme aux exigences de la DSIUN. En cas de divergence manifeste et/ou persistante ou en cas de répétition de propositions jugées clairement exagérées, la DSIUN se réserve le droit de proposer la résiliation de l'accord cadre sans indemnités pour le titulaire, sauf s'il a recourt à un autre prestataire dans le cadre de la mise en œuvre de la clause de non-exclusion partielle prévue à la section 4.06 ci-dessus.

(d) Résiliation pour non-respect RGPD

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, ce dernier encourt la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire d'appliquer des pénalités au préalable.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

Section 5.22 Garanties

En complément de l'article 46.4.2. Garanties des droits du CCAG TIC :

(a) Garantie contre les tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution de l'accord-cadre.

Elle s'applique aux résultats du plan de progrès, et à ceux des marchés subséquents.

(b) Prolongation du délai de garantie

La garantie mentionnée est offerte pendant la durée du marché augmentée de 4 ans.

Section 5.23 Traitement des données

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives (données à caractère personnel), auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans le cadre de l'accord-cadre, un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur est mis en place :

Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Les prestations du présent accord-cadre impliquent un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Responsable de traitement (agence de l'eau). A cet effet il sera procédé, à la signature d'une convention/contrat RGPD avec chaque agence, selon le modèle qui sera fourni, à la notification du présent accord cadre, afin de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel.

La convention précise les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier.

La convention/contrat de clause RGPD signées par les parties précise

➤ les obligations de l'informer

- de toute difficulté dans l'application de la réglementation,
- de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement
- de toute demande de communication de données qui lui serait adressée.

- Des modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées dont La finalité, la description et la durée du traitement ainsi que les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti

- Des mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations à caractère personnel
- De la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché

Section 5.24 Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 55 du CCAG TIC.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif du ressort du siège du coordonnateur du groupement de commandes soit de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Article VI. Clauses dérogatoires aux clauses du CCAG

Ces clauses désignent les stipulations qui modifient ou écartent certaines dispositions du CCAG. Elles introduisent des règles spécifiques applicables au marché et doivent être expressément identifiées comme telles, conformément aux exigences de transparence contractuelle. Ces clauses présentent un enjeu juridique particulier en raison de leur impact sur l'équilibre contractuel.

Section 6.01 Délai de remplacement des intervenants par le titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG TIC, le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans les conditions prévues au CCTP (exigences minimales).

Section 6.02 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont mixtes définitifs, unitaires et forfaitaires.

Ces prix sont **révisables** dans les conditions ci-après.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ». Ils sont fermes pendant la première période d'exécution du marché.

A chaque date de prise d'effet de la reconduction de l'accord-cadre, les prix sont révisés en application de la formule suivante :

$$P1 = P0 (0,15 + 0,85 (S1/S0))$$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé

P0 = prix contractuel d'origine

S0 = indice SYNTEC REVISE connu à la date de la notification

S1 = dernier indice SYNTEC REVISE connu à la date de révision du prix.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Il incombe au titulaire de transmettre les prix révisés en application des dispositions ci-dessus, en début de chaque période de reconduction. Le titulaire ne peut renoncer à la révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG TIC, les prix de règlement pour une commande ou un marché subséquent sont ceux applicables lors de la notification de la commande.

Section 6.03 Pénalités

L'ensemble de cette section déroge aux articles pénalités du CCAG TIC.

(a) Dispositions générales

En application de l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les décomptes de pénalités de retard sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable. A réception de ce décompte, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations. Passé ce délai il est réputé avoir accepté les pénalités. Le montant des pénalités ainsi établi vient en déduction des paiements à effectuer au titre de la facture suivante ou fait l'objet d'un titre de recette si une telle facture n'existe pas.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, les pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, tel qu'issu de l'application des dispositions ci-après.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées aux articles 47 et 50 du CCAG TIC.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

(b) Dispositif de Bonus-Malus

Les prestations de pilotage, les prestations récurrentes de TME, TMS, les prestations ponctuelles sur bon de commande de TME, TMS sont soumises à un niveau de service attendu mesuré par le suivi d'indicateurs définis dans la convention de service présentée à l'article 8 du CCTP.

Selon un système de notation, une fréquence et une méthode de calcul déterminés, une note globale des indicateurs est attribuée trimestriellement et comparée aux seuils fixés pour déterminer le versement éventuel d'une prime (bonus) ou l'application d'une pénalité (malus).

L'appréciation des indicateurs ci-dessus permet d'apprécier la qualité globale du service rendu et de dégager, si nécessaire, des axes de progrès. En fonction de ce plan de progrès, conjointement mis à jour en Comité stratégique, les seuils pourront être revus chaque année par la DSIUN, également en Comité stratégique, et la convention de services mise à jour.

Les points et les seuils de contrôle seront affinés lors de la phase d'initialisation. Les indicateurs en résultant seront examinés en Comité de pilotage.

La méthode de notation par indicateur et de détermination du bonus/malus sont présentées au point 8 du CCTP.

En résumé, la note globale finale est comparée aux seuils définis dans le tableau ci-dessous, selon le cas la note donne lieu soit au versement d'une prime incitative, soit à l'application de pénalités :

Note trimestrielle obtenue	Pénalités	Primes incitatives
>19/20		Versement d'une prime de 4% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre
>18 et <= 19/20		Versement d'une prime de 3% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre
>17 et <= 18/20		Versement d'une prime de 2% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre
>16,5 et <=17/20		Versement d'une prime de 1% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre
> 15,5 et <=16,5/20	0	0

Note trimestrielle obtenue	Pénalités	Primes incitatives
> 15 et <=15,5/20	1% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre	
>14 et <= 15/20	2% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre	
> 13 et <= 14/20	3% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre	
< =13/20	4% du montant total HT des prestations (bons de commande et forfaits récurrents) du trimestre	

(c) Pénalités liées aux indicateurs de pilotage mesurés spécifiquement et non pris en compte dans le calcul du Bonus-Malus

Indicateur	Niveau de service attendu HO	Fréquence de mesure	Origine des données	Remarque	Pénalités
Mise à jour du PAQ		Trimestrielle	Les CR des COPIL	Il est vérifié qu'entre deux Copil les mises-à-jour actées sont effectives dans une version incrémentée du PAQ	1000 € HT par mise à jour non effective
Mise à jour du PAS		Trimestrielle	Les CR des COPIL	Il est vérifié qu'entre deux Copil les mises-à-jour actées sont effectives dans une version incrémentée du PAS	1000 € HT par mise à jour non effective
Compétences des intervenants	100%	Trimestrielle		Les intervenants TME et TMS doivent avoir 100% des exigences minimales des compétences attendues	5000 € HT par non-conformité

(d) Plafonnement des pénalités de retard

Pour les prestations à bons de commande, la constatation des retards est intégrée dans le calcul des indicateurs et par voie de conséquence dans la note globale de Bonus/Malus ; par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, ces pénalités ne sont pas plafonnées.

Pour les marchés subséquents, les pénalités de retard seront plafonnées par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, à 20 % du montant total du marché subséquent.

(e) Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Section 6.04 Autres pénalités

(a) Pénalités dans le cadre des marchés subséquents

Dans le cadre des marchés subséquents, il est prévu que les cahiers des charges complémentaires puissent, le cas échéant, définir leurs propres mécanismes de pénalités, adaptés aux spécificités de chaque marché et déterminés au moment de leur élaboration.

(b) Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité (au sens de l'article 5.3 du CCAG TIC) ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 dudit CCAG, le titulaire s'expose aux pénalités définies à l'article 14.3 du CCAG TIC.

(c) Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant maximum annuel du marché, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

(d) Pénalités pour défaut de sécurité liée aux systèmes d'information

Tout manquement aux obligations de sécurité en matière de protection des systèmes d'information, de gestion des accès ou de confidentialité des données, entraîne l'application d'une pénalité de 500 € HT par incident constaté. En cas d'incident de sécurité avéré imputable au titulaire, une pénalité comprise entre 1 000 € et 5 000 € HT est appliquée en fonction de la gravité de l'incident. Le défaut de déclaration d'un incident de sécurité dans les délais entraîne une pénalité de 1 000 € HT par incident.

(e) Pénalités pour non-conformité réglementaire

En cas de non-respect des obligations légales et réglementaires applicables au marché, notamment en matière de protection des données personnelles ou de respect des normes en vigueur, une pénalité de 1 000 € HT par manquement constaté est appliquée. En cas de non-transmission des documents obligatoires dans les délais requis, une pénalité de 200 € HT par jour calendaire de retard est appliquée. Ces pénalités s'appliquent sans préjudice des sanctions pouvant être prononcées par les autorités compétentes.

Section 6.05 Admission

Cet article déroge à l'article 34.1 du CCAG

L'acheteur prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du bon de commande ou du marché subséquent et du CCTP de l'accord-cadre à l'issue des opérations de vérification indiquées à la section 5.17 ci-dessus.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission (cf section 5.02). Cette notification déclenche la période de garantie.

Section 6.06 Ajournement

Cet article déroge à l'article 34.2 du CCAG.

Si l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision adressée au titulaire dans les 10 jours après la fin de la période de vérification des prestations, invite celui-ci à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point.

Dans ce cas, le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 5 jours, à compter de la réception de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur aura le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles « réception ».

Cette nouvelle décision est notifiée dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 5 jours ouvrés, ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de 15 jours vaudra décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, les mêmes délais s'appliquent.